



ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

CONSEIL EXECUTIF
Cent quinzième session
Point 2 de l'ordre du jour

EB115/2
17 janvier 2005

Déclaration du Directeur général au Conseil exécutif à sa cent quinzième session

Genève, lundi 17 janvier 2005

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil exécutif, Mesdames et Messieurs,

1. Il y a maintenant 22 jours que les pays de l'Océan indien ont été dévastés par le tsunami et nous savons aujourd'hui que plus de 160 000 personnes ont perdu la vie dans cette catastrophe. L'attention du monde s'est concentrée sur les pays les plus durement touchés par le tsunami – l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives, le Myanmar, Sri Lanka et la Thaïlande –, mais nous ne devons pas oublier que des communautés ont aussi été gravement atteintes beaucoup plus loin, au Bangladesh, au Kenya, en Somalie, aux Seychelles et en Tanzanie.

2. Au cours de l'avant-dernière semaine, je me suis rendu à Banda Aceh en Indonésie et à Galle et Ampara à Sri Lanka où j'ai pu constater l'étendue du désastre. Les agents de santé locaux qui ont survécu à la catastrophe ont fait dès le début un travail véritablement impressionnant, prenant en charge les dizaines de milliers de blessés. Tous les survivants devront mener un long et difficile combat pour reprendre le dessus, mais il était réconfortant de voir que des gens travaillaient déjà très dur pour reconstruire leur maison et leur communauté et reprendre le cours de leur vie.

3. Beaucoup a été fait grâce à l'aide internationale et nationale massive qui a été mobilisée au cours des trois dernières semaines.

4. Un système d'alerte précoce et d'action en cas d'épidémie a été mis sur pied pour faire face à d'éventuelles flambées de paludisme, de maladies diarrhéiques, de rougeole et de dengue, mais aucune n'a été signalée jusqu'ici.

5. Des évaluations des services de santé ont été entreprises dans les zones touchées. Déjà en grande partie achevées dans certaines zones, elles sont en cours dans d'autres, par exemple sur la côte occidentale d'Aceh. Ces évaluations aideront aussi à déterminer les besoins en vue de la reconstruction.

6. Les chaînes d'approvisionnement des systèmes de santé et les services de santé publique sont en train d'être rétablis. Je veux parler des campagnes de vaccination, des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, de l'alimentation et des services destinés à répondre aux besoins sanitaires des groupes de population vulnérables.

7. Des moyens de faire face aux besoins de santé mentale immédiats et à long terme des survivants, de leur famille et des dispensateurs de soins sont également mis en place.

8. L'OMS aide aussi les autorités nationales à assurer le difficile travail de coordination des secours auxquels participent des agents de santé d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que des personnels locaux et nationaux.

9. Nous allons maintenant communiquer avec nos collègues qui travaillent à Banda Aceh et aux alentours et qui pourront nous décrire la situation régnant là-bas.

[Vidéoconférence avec le porte-avions USS Abraham Lincoln (Rob Holden, Directeur des Opérations pour l'équipe d'évaluation de la crise en Asie du Sud, Dr Wayan Widaya, Spécialiste des maladies transmissibles, CDC Indonesia, et Contre-Amiral Crowder, Commandant des forces navales des forces armées d'intervention), Banda Aceh (Eigil Sorensen, Représentant spécial de l'OMS pour les secours en cas de catastrophe et la coordination en Indonésie), et Jakarta (George Petersen, Représentant de l'OMS en Indonésie).]

10. L'OMS a mis sur pied un groupe de 70 personnes qui travaillent pour partie sur le terrain à Banda Aceh et pour partie sur le porte-avions aux côtés de cette formidable équipe. En réalité, en dépit des problèmes qui subsistent à Sumatra, nous sommes en train de passer rapidement de la phase d'urgence à celle du relèvement, de la reconstruction et du retour à l'autonomie. A terme, l'objectif est d'aboutir à une situation dans laquelle les populations seront moins vulnérables et protégées des risques sanitaires par un système mondial efficace d'alerte et d'action.

11. Il faut que le passage de la phase des secours à celle de la reconstruction se fasse en douceur et que l'aide soit maintenue, sans quoi, comme nous l'avons vu pour d'autres catastrophes, les populations resteront pendant de nombreuses années dans un état de dépendance s'accompagnant d'une morbidité et d'une mortalité élevées.

12. Le rétablissement de systèmes permanents d'adduction d'eau et d'assainissement et des circuits d'approvisionnement alimentaire, ainsi que la remise en état des installations sanitaires, des écoles et des infrastructures font partie des toutes premières priorités et pourront prendre plusieurs années. Ce ne sont pas seulement les infrastructures physiques et l'environnement qui auront besoin d'une réhabilitation à long terme. Il faudra aussi investir dans les forces humaines. Des milliers d'agents de santé et autres employés des services publics ont perdu la vie dans la tragédie.

13. Ce tsunami est un drame en soi, mais il représente aussi un revers majeur dans les efforts de développement social, économique et sanitaire déployés ces dernières années au sein de la région. Nous devons maintenant faire face à la fois aux besoins immédiats et aux besoins à long terme. Il est impératif que l'aide internationale soit adéquate, efficace et de longue durée. Il faut aussi qu'elle soit dirigée par les pays, centrée sur eux et coordonnée par eux.

14. La semaine dernière, dans le cadre de l'appel d'urgence lancé par les Nations Unies, l'OMS a demandé US \$67 millions pour financer ces activités au cours des six prochains mois. J'ai le plaisir d'annoncer que nous avons déjà reçu des promesses de dons pour les deux tiers de cette somme et je remercie les nombreux pays représentés ici qui ont contribué à rendre cela possible.

15. La réaction de la communauté internationale face à cette catastrophe a été généreuse. Cet élan de solidarité, combiné à la force morale dont ont fait preuve les populations locales et les gouvernements nationaux, laisse entrevoir un réel espoir de redressement et de reconstruction rapides,

et de compréhension internationale accrue. Le défi est maintenant de concrétiser tout ce potentiel. Cela suppose, entre autres, que ces ressources soient bien utilisées pour ce pour quoi elles ont été promises, sans que soit réduite l'aide apportée aux autres régions du monde confrontées à des besoins extrêmes.

16. Le lancement, aujourd'hui même à New York, du plan mondial pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement contribuera à la poursuite de ces autres actions à mener à l'échelle mondiale. Ce plan détaillé d'aide et de prêts internationaux indique les investissements qui devront être consentis entre aujourd'hui et 2015 pour que soient remplis les engagements pris par les leaders mondiaux en l'an 2000.

17. Demain, à l'heure du déjeuner, une petite cérémonie sera organisée ici à l'OMS dans la salle A, pour marquer le lancement de ce plan mondial. Cette manifestation, qui sera axée sur les éléments du plan mondial liés à la santé, se tiendra en présence de responsables de la santé publique et de spécialistes scientifiques qui formuleront des recommandations pour chacun des groupes spéciaux s'occupant d'un aspect sanitaire.

18. L'élan de solidarité mondial qu'a suscité la catastrophe du tsunami a montré que les gouvernements et le public sont prêts à venir en aide à ceux dont la détresse est à la fois soudaine et spectaculaire. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées sont nées d'une perception tout aussi claire de l'existence d'un besoin mondial à une époque plus ancienne et de la décision d'y répondre par un système de soutien et de coopération à long terme.

19. Le mois dernier, le Secrétaire général a publié le rapport sur la réforme de l'ONU préparé par son groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement. Le message fort qui nous est adressé à travers ce rapport est le suivant : l'OMS joue un rôle indispensable dans le maintien de la sécurité internationale et doit être dotée de moyens financiers et humains adéquats pour s'acquitter de cette responsabilité. Le Secrétaire général demande à l'Assemblée mondiale de la Santé d'allouer davantage de ressources au Réseau mondial d'alerte et d'action pour faire face aux maladies infectieuses émergentes.

20. Ces recommandations viennent encore souligner à quel point il est important que nous nous dotions d'un budget ordinaire adéquat pour les futures périodes biennales. Au cours de cette session, vous examinerez le projet de budget programme pour 2006-2007.

21. La demande d'activités de santé publique à l'échelle mondiale a augmenté rapidement ces dernières années. Des maladies infectieuses telles que le SIDA, la tuberculose et le paludisme nécessitent un effort de lutte majeur à l'échelle mondiale. Des mesures préventives contre la charge croissante que représentent les maladies non transmissibles doivent aussi être mises en place de toute urgence. Parallèlement, le danger de voir apparaître une épidémie mondiale d'une nouvelle infection telle que le SRAS ou la grippe aviaire, ou encore une épidémie de grippe nous oblige à mettre immédiatement en place des systèmes de réaction rapide. La nécessité de s'attaquer aux déterminants sociaux de la santé est également de plus en plus manifeste et pressante. Tout cela s'ajoute à la nécessité de se préparer à des catastrophes qui ne sont précédées d'aucun signe avant-coureur, comme celle qui vient de frapper l'Asie du Sud-Est.

22. Telles sont précisément certaines des préoccupations de nos Etats Membres qui sont reflétées dans le présent projet de budget programme. Le taux d'accroissement recommandé pour ce budget est de 12,8 % au total, dont 9 % pour la composante budget ordinaire. Parallèlement, il est prévu un ensemble de mesures destinées à réduire les coûts par des gains d'efficacité et de rigueur comptable.

23. Le financement volontaire a continué de jouer un rôle déterminant dans notre travail et nous sommes très sensibles à ce gage de bonne volonté et de confiance. Cela étant, je propose d'accroître aussi les contributions des Etats Membres, afin que nos activités soient assurées de la stabilité nécessaire. Le monde nous impose d'agir de manière toujours plus résolue, cohérente et impartiale et le système des contributions au budget ordinaire est celui qui nous permet le mieux de remplir cette triple obligation.

24. Dans deux mois et demi, le 7 avril, nous célébrerons la Journée mondiale de la Santé dont le thème est cette année la santé maternelle, néonatale et infantile. Chaque année, plus de 10 millions d'enfants meurent dans le monde, dont 40 % au cours du premier mois de la vie et un demi-million de femmes meurent de causes liées à la grossesse. Presque tous ces décès surviennent dans les pays en développement. Leur nombre pourrait être considérablement réduit si l'on mobilisait les ressources nécessaires, comme cela a été envisagé dans les objectifs du Millénaire pour le développement. Notre action cette année sera notamment centrée sur ce problème mondial.

Je continuerai maintenant en français.

25. La Commission sur les droits de propriété intellectuelle, l'innovation et la santé publique achèvera ses travaux et présentera son rapport au cours de cette année. Nous allons aussi inaugurer la Commission des Déterminants sociaux de la Santé dans deux mois, à Santiago (Chili). Les ressources humaines pour la santé, bien qu'elles ne paraissent pas sur l'ordre du jour de cette session du Conseil exécutif, seront au centre de notre travail pendant cette année. L'année prochaine, elles seront également le thème du Rapport sur la santé mondiale pour l'an deux mille six (2006) et de la Journée mondiale de la Santé.

26. Nombreux sont les sujets de discussion, mais il est préférable de les aborder au fur et à mesure de l'ordre du jour de notre agenda particulièrement chargé.

27. Monsieur le Président, les besoins en santé sont aujourd'hui plus que jamais au centre de l'attention mondiale. Nous nous devons non seulement de réagir rapidement aux situations d'urgence, mais aussi de maintenir le travail continu de prévention et de contrôle. Pour satisfaire à ces obligations, il nous faut évoluer afin de refléter les changements de la situation sanitaire mondiale. D'avance, je tiens à vous remercier pour le travail difficile que vous allez réaliser pendant les prochains jours pour définir les meilleurs moyens de répondre à ces besoins.

Merci.

= = =